
IGE+XAO

Société Anonyme au capital de 5 021 866,85 euros

Siège social : 16, Boulevard Déodat de Séverac

31 770 COLOMIERS

338 514 987 RCS Toulouse

SIRET : 338 514 987 000 76 – TVA intracommunautaire : FR 783.385.149.87

Rapport financier semestriel

30 juin 2020

TABLE DES MATIÈRES

I.	ATTESTATION DE L'EMETTEUR.....	3
II.	COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS.....	4
	A. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE.....	5
	B. ETAT DU RESULTAT GLOBAL	6
	C. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES.....	6
	D. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	7
	E. DESCRIPTION DES ACTIVITES DU GROUPE	8
	F. PRINCIPAUX EVENEMENTS DE LA PERIODE ET POST-CLOTURE.....	8
	G. NOTES ANNEXES AUX COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES	8
III.	RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITE.....	30
IV.	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2020	31

RAPPORT FINANCIER ET RAPPORT D'ACTIVITÉS SEMESTRIELS

I. Attestation de l'émetteur

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes clos au 30 juin 2020, présentés dans le rapport financier qui suit, sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.»

Colomiers, le 5 octobre 2020

Alain DI CRESCENZO
Président Directeur Général

II. Comptes consolidés semestriels

Actif (en milliers d'euros)	30 juin 2020 (6 mois)	30 juin 2019 (6 mois)	31 décembre 2019 (12 mois)
Ecarts d'acquisition (Note 3.1)	2 777	2 777	2 777
Immobilisations incorporelles (Note 3.2)	1 010	931	1 004
Immobilisations corporelles (Note 2.1)	3 657	4 252	3 923
Impôts différés actifs (Note 8.2)	685	664	779
Titres mis en équivalence (Note 4)	201	272	209
Autres actifs non courants (Note 6.1)	161	180	178
Total actifs non courants	8 491	9 075	8 870
Clients et comptes rattachés (Note 2.2)	6 911	8 010	7 296
Créances d'impôts (Note 8.4)	2 917	2 914	2 187
Autres actifs courants (Note 2.3)	1 011	1 239	1 114
Trésorerie et équivalents de trésorerie (Note 6.2)	45 486	36 651	39 802
Total actifs courants	56 325	48 814	50 399
Total actif	64 816	57 889	59 269

Passif (en milliers d'euros)	30 juin 2020 (6 mois)	30 juin 2019 (6 mois)	31 décembre 2019 (12 mois)
Capital (Note 5)	5 020	5 021	5 022
Primes liées au capital	1 911	1 911	1 911
Réserves consolidées	33 427	26 928	26 986
Ecart de conversion	(230)		(134)
Résultat de l'exercice	3 281	3 753	6 902
Total des capitaux propres du Groupe	43 639	37 613	40 687
Intérêts minoritaires	738	653	737
Total Capitaux propres	44 377	38 266	41 424
Avantages au personnel (Note 9)	1 618	1 498	1 605
Dettes financières – part à long terme (Note 6.4)	1 427	1 962	1 654
Impôts différés passifs (Note 8.2)	(64)	--	(64)
Autres passifs non courants (Note 2.4)	403	397	404
Total passifs non courants	3 384	3 857	3 599
Dettes fournisseurs	1 158	845	972
Dettes sociales	3 192	2 762	3 323
Dettes fiscales	1 341	1 071	765
Autres financières - part à court terme	751	8 969	803
Dettes d'impôts (Note 8)	870	944	940
Produits constatés d'avance (Note 2.5)	9 235	710	6 901
Charges à payer et autres passifs courants	508	465	542
Total passif courants	17 055	15 766	14 246
Total passif	64 816	57 889	59 269

A. Compte de résultat consolidé

(en milliers d'euros)	30 juin 2020 (6 mois)	30 juin 2019 (6 mois)	31 décembre 2019 (12 mois)
Chiffre d'affaires (Note 2.6)	15 845	17 224	33 933
Autres produits d'exploitation (Note 2.8)	330	431	935
Produits des activités ordinaires	16 175	17 655	34 868
Achats et autres services externes	(3 108)	(3 292)	(6 760)
Charges de personnel	(7 611)	(8 003)	(16 026)
Impôts et taxes	(279)	(338)	(702)
Dotations aux amortissements et provisions	(851)	(762)	(1 610)
Autres charges d'exploitation nettes	--	--	(25 098)
Charges d'exploitation	(11 849)	(12 395)	(25 098)
Résultat opérationnel courant	4 326	5 260	9 770
Perte de valeur sur actifs non courants	--	--	7
Résultat opérationnel	4 326	5 260	9 777
Coût de l'endettement financier net (Note 11)	(24)	(40)	(50)
Produits financiers (Note 11)	67	14	43
Charges financières (Note 11)	(40)	--	(92)
Résultat financier (Note 11)	3	(26)	(99)
Résultat de l'ensemble consolidé avant impôts	4 329	5 234	9 678
Impôts exigibles et différés (Note 8)	(1 054)	(1 424)	(2 586)
QP de résultat du aux résultats des sociétés associées	6	(8)	(46)
Résultat net de l'ensemble consolidé	3 281	3 802	7 046
attribuable aux :			
propriétaires de la Société	3 281	3 753	6 902
intérêts minoritaires	0	49	144
Nombre d'actions après déduction des actions propres portées en diminution des capitaux propres	1 302 313	1 302 015	1 330 449
Résultat par action (Note 5.3)	2,52	2,88	5,19
Résultat dilué par action (Note 5.3)	2,52	2,88	5,30

B. Etat du résultat global

(en millions d'euros)	30 juin 2020 (6 mois)	30 juin 2019 (6 mois)	31 décembre 2019 (12 mois)
Ecart de change résultant des activités à l'étranger	(92)	27	27
Profits (pertes) actuariels sur IDR avec effet ID	34	(6)	(72)
Activation déficit MEE	(11)	8	(68)
Autres	--	13	(11)
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	(69)	3 802	(124)
Résultat de la période	3 281	3 815	7 046
Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période	3 212		6 922
		3 766	
Attribuables aux :			
- porteurs de capitaux propres de la Société	3 211	49	6 791
- Intérêts minoritaires	1	3 815	131
Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période	3 212	27	6 922

C. Tableau de variation des capitaux propres

Capitaux propres (en milliers d'euros)	Capital et primes d'émission	Ecart de conversion	Réserves consolidées y compris résultat	Capitaux propres - part du Groupe -	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres consolidés
Capitaux propres au 31 décembre 18	7 408	(162)	28 902	36 148	644	36 792
Réduction de capital	(201)	--	201	--	--	--
Variation de périmètre	--	--	--	--	7	7
Distribution de dividendes	--	--	(2 018)	(2 018)	(45)	(2 063)
Produits et charges enregistré(e)s au titre de la période	--	27	6 764	6 791	131	6 922
Impact IFRS 9 net ID	--	--	(234)	(234)	--	(234)
Autres	--	--	--	--	--	--
Capitaux propres au 31 décembre 19	7 207	(135)	33 615	40 687	737	41 424
Réduction de capital	--	--	--	--	--	--
Variation de périmètre	--	--	--	--	--	--
Distribution de dividendes	--	--	--	--	--	--
Produits et charges enregistré(e)s au titre de la période	--	(92)	3 303	3 211	1	3 212
Retraitement des actions propres	--	--	(259)	(259)	--	(259)
Autres	--	--	--	--	--	--
Capitaux propres au 30 juin 2020	7 207	(227)	36 659	43 639	738	44 377

D. Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en milliers d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2019	31 décembre 2019
Flux de trésorerie générés par l'activité :			
Résultat net part du Groupe	3 281	3 753	6 902
Autres charges et produits sans impact sur la trésorerie :			
Part des participations ne donnant pas le contrôle	--	49	144
Amortissements et provisions nettes des reprises	606	715	1 261
Impôts différés	--	--	--
QP dans le résultat et dividendes reçus des sociétés MEE	(6)	8	46
Elimination des Plus-value de cession	1	--	5
Variation des actifs et passifs courants	2 625	2 322	2 446
Flux net de trésorerie générés par l'activité	6 507	6 847	10 804
Flux de trésorerie générés par les opérations d'investissement :			
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	(294)	(410)	(1 305)
Cessions d'immobilisations corporelles	--	--	--
Acquisition des immobilisations financières	--	(12)	--
Cessions des immobilisations financières	17	--	(12)
Trésorerie sur variation de périmètre	--	(16)	(16)
Flux net de trésorerie générés par les opérations d'investissement	(277)	(438)	(1 333)
Flux de trésorerie générés par les opérations de financement :			
Dividendes versés	--	(2 063)	(2 063)
Contractions d'emprunts	--	--	592
Remboursements d'emprunts	(553)	(444)	(953)
Rachat d'actions propres	140	--	--
Intérêts financiers nets versés	(30)	(40)	42
Flux net de trésorerie générés par les opérations de financement	(443)	(2 547)	(2 466)
Variation de trésorerie brute	5 787	3 862	7 005
Incidences des variations de taux de change	(104)	25	28
Augmentation (diminution) de la trésorerie	5 683	3 887	7 033
Trésorerie en début d'exercice	39 802	32 769	32 769
Trésorerie en fin d'exercice	45 485	36 656	39 802
Variation de trésorerie nette	5 683	3 887	7 033

E. Description des activités du Groupe

Le Groupe IGE+XAO est un éditeur de logiciels qui conçoit, développe et vend des logiciels de Conception Assistée par Ordinateur destinés à aider les industriels à concevoir et à maintenir la partie électrique des processus de production et des produits finis (CAO électrique).

IGE+XAO a bâti une gamme de logiciels de CAO Electrique destinée à tous les industriels.

Outre le développement et la vente de logiciels, le Groupe réalise des prestations de services, d'assistance et de formation auprès de ses clients.

Les titres d'IGE+XAO sont cotés sur Euronext Paris – Compartiment B.

F. Principaux événements de la période et post-clôture

EVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PÉRIODE

Dans le contexte sanitaire actuel exceptionnel, marqué par l'épidémie Covid-19, IGE+XAO a pris les mesures de prévention nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et protéger leur santé ; parallèlement, le Groupe a mis en œuvre les mesures possibles de continuité de services auprès de ses clients et partenaires.

Le personnel de toutes les sociétés du Groupe d'IGE+XAO ainsi que les personnes en relation avec IGE+XAO ont été invités à suivre les préconisations nationales en termes de confinement, de mesures d'hygiène et de respect des gestes barrières.

IGE+XAO a assuré la continuité de la totalité de ses activités en ayant recours au télétravail et en utilisant massivement les moyens téléphoniques et digitaux disponibles (visioconférence, plateformes de formation et de développement logiciel, dépannage via la prise de contrôle d'ordinateur à distance, e-marketing).

La Société a revu son organisation en fonction de l'évolution de la pandémie et de l'activité selon les directives et mesures d'accompagnement proposées dans les différents pays où elle est implantée.

A la date de la publication des comptes semestriels, la Société estime qu'il n'y a pas d'évolution majeure qu'il conviendrait de divulguer concernant les impacts de cette pandémie pour le Groupe.

EVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA DATE DE CLÔTURE DE LA PÉRIODE

Néant.

G. Notes annexes aux comptes semestriels consolidés

Les états financiers consolidés du Groupe IGE+XAO clos au 30 juin 2020 ont été établis conformément au référentiel International Financial Reporting Standards (« IFRS ») tel qu'adopté dans l'Union Européenne. Ils ont fait l'objet d'un examen limité de la part des Commissaires aux comptes de la Société IGE+XAO. Ils ont été soumis en Comité d'audit le 17 juillet 2020 et ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 20 juillet 2020.

Les états financiers consolidés du Groupe IGE+XAO contiennent les comptes de la société IGE+XAO SA ainsi que ceux de ses filiales. Les sociétés comprises dans le périmètre clôturent leur exercice ou procèdent à un arrêté au 31 décembre de chaque année.

La méthode de l'intégration globale est appliquée aux comptes des filiales dont le Groupe détient le contrôle. Le contrôle existe lorsque le Groupe détient le pouvoir sur une entité, est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient. Selon la méthode de l'intégration globale, les soldes et transactions intragroupes sont éliminés. Les comptes des sociétés associées, pour lesquelles le groupe ne détient pas le contrôle mais sur lesquelles il exerce une influence notable, sont consolidés selon la méthode de la mise en équivalence.

Note 1. — Principes comptables généraux

1.1 — Impact des nouvelles normes comptables

Concernant les dispositions IFRS obligatoires à compter du 1^{er} janvier 2020, le Groupe IGE+XAO a adopté les normes et amendements suivants appliqués au 30 juin 2020 :

- Amendement à IFRS 3 « Définition d'une entreprise » ;
- Amendements à IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7 : en lien avec la réforme des taux interbancaires de référence ;
- Amendements à IAS 1 et IAS 8 « Définition de significatif » ;
- Amendements des références au cadre conceptuel dans les normes IFRS.

Ces amendements de normes ou interprétations n'ont pas d'impact significatif sur les comptes consolidés semestriels clos au 30 juin 2020.

Les textes d'application obligatoire postérieurement au 30 juin 2020 et non appliqués par anticipation sont les suivants :

- Amendement à IFRS 16 « Allégements de loyer liés au COVID-19 » ;
- Amendements à IAS 1 « Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants » ;
- Amendements à IFRS 3 « Références au cadre conceptuel des normes IFRS » ;
- Amendements à IFRS 4 « Extension de l'exemption temporaire d'application d'IFRS 9 » ;
- Amendements à IAS 37 « Contrats déficitaires – Coûts à prendre en compte » ;
- Amendements à IAS 16 « Immobilisations corporelles – Revenus avant l'utilisation prévue » ;
- Améliorations annuelles des normes IFRS 2018-2020.

La norme IFRS 9 – Instruments financiers – L'objectif de la norme IFRS 9 relative à la comptabilisation et l'évaluation des instruments financiers, est d'établir des principes de classification et d'analyse plus rigoureux des actifs et passifs financiers et de conduire à une reconnaissance proactive des risques.

La IFRS 9 a été appliquée pour la première fois aux états financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, soit à compter du 1^{er} janvier 2019 pour IGE+XAO selon la méthode rétrospective simplifiée. Le Groupe est concerné par cette norme au titre des créances commerciales, considérées comme des instruments financiers classiques. Il n'a pas été identifié de modification significative sur le classement et l'évaluation des actifs financiers.

La norme IFRS 16 – Contrats de location – L'objectif de la norme IFRS 16 est d'apporter une meilleure visibilité de l'impact des contrats de location dans les états financiers des entreprises, en imposant pour ces derniers la comptabilisation à l'actif d'un droit d'utilisation de l'actif loué et au passif une dette représentant l'obligation locative prise par l'entreprise.

La norme IFRS 16 a été appliquée pour la première fois aux états financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. IGE+XAO applique la norme IFRS 16 selon la méthode rétrospective simplifiée.

Les contrats de location qui confèrent au preneur le contrôle de l'utilisation d'un actif identifié pour une période donnée en échange d'une contrepartie, entrent dans son champ d'application.

Les sociétés locataires reconnaissent à l'actif du bilan, sous la forme d'un droit d'utilisation en contrepartie d'une dette de loyer, tous les contrats de location quelle que soit leur nature, location simple ou location financement.

Le droit d'utilisation déterminé à l'origine comprend la dette de location initiale, les coûts directs initiaux et les éventuelles obligations de rénover l'actif, diminués des avantages accordés par le bailleur. Les droits d'utilisation sont amortis sur la durée du contrat. Au compte de résultat, les charges d'amortissement sont comptabilisées dans le résultat opérationnel et les charges d'intérêts dans le résultat financier alors que jusqu'alors la charge de loyer simple était comptabilisée pour son montant total en charges opérationnelles. Dans le tableau de flux de trésorerie, le remboursement du principal de l'obligation locative et les intérêts payés sont présentés dans les flux de trésorerie liés aux activités de financement.

Approche générale

Le Groupe a retenu l'exemption concernant les actifs de faible valeur (i.e. ayant une valeur à neuf, inférieure à 5 000 US dollars). Ainsi, le Groupe n'a pas retenu dans le périmètre le petit matériel de bureau ou informatique, les téléphones portables ou autres petits équipements qui correspondent tous à des équipements de faible valeur.

Les contrats de courte durée (i.e. ayant une durée de moins de 12 mois, sans option d'achat) sont également exemptés conformément à la norme. C'est le cas par exemple des locations ponctuelles de véhicules ou de logements.

Les paiements locatifs comprennent des paiements fixes (déduction faite des incitations locatives à recevoir), des paiements variables dépendant d'un indice ou d'un taux et des montants qui devraient être payés au titre des garanties de valeur résiduelle. Par ailleurs, la simplification consistant à ne pas séparer les composantes services n'a pas été retenue. Ainsi, seuls les loyers sont considérés dans les paiements locatifs.

Les paiements de location comprennent également, le cas échéant, le prix d'exercice d'une option d'achat raisonnablement certaine d'être exercée par le Groupe et le paiement de pénalités pour la résiliation d'un contrat de location, si la durée du contrat de location tient compte du fait que le Groupe a exercé l'option de résiliation.

Durées

La durée des contrats du Groupe varie en fonction des zones géographiques.

Les contrats immobiliers présentent des durées variables en fonction des pays et des réglementations locales. Les véhicules font généralement l'objet de contrats entre 2 et 4 ans.

Dans certaines zones géographiques, les contrats immobiliers présentent des options unilatérales de résiliation des contrats (notamment en France avec les contrats 3-6-9). Ainsi, pour déterminer la durée à retenir pour calculer l'obligation locative, le Groupe détermine la durée exécutoire du contrat (durée maximale) et prend en compte les options de résiliation s'il n'est pas raisonnablement certain de poursuivre le contrat de location au-delà de l'option de résiliation. Cette estimation est faite en collaboration avec la Direction du Groupe qui détermine la stratégie immobilière. Dans la majorité des cas, la durée retenue est la durée exécutoire des contrats immobiliers.

En outre, Le Groupe détient également des contrats en tacite reconduction qui ne présentent pas un caractère exécutoire (le preneur et le bailleur peuvent rompre les contrats en respectant un préavis inférieur à un an). Ces contrats sont exemptés sous le critère de la courte durée compte tenu de leur caractère non exécutoire au-delà de la durée de préavis.

Taux d'actualisation

Le taux d'actualisation appliqué dans le cadre de l'IFRS16 (à la fois pour les voitures et les baux immobiliers) est le taux le plus élevé entre :

Le taux de la banque centrale du pays,

Le taux résultant du dernier taux obligataire connu majoré d'un pourcent et prenant en compte le risque pays.

Impact

Un actif d'un montant net total de 2 260 mille euros se rapportant à l'utilisation d'actifs loués représentant essentiellement le droit d'utilisation des bureaux qui abritent les activités opérationnelles du Groupe ainsi que les véhicules de société. Cet actif est inscrit en immobilisations corporelles.

Un passif correspondant aux dettes de loyers pour un montant de 1 416 mille euros à plus d'un an et 711 mille euros à moins d'un an. Ces passifs sont inscrits en dettes financières au bilan.

Les autres principes et méthodes comptables adoptés dans les états financiers consolidés semestriels au 30 juin 2020 sont identiques à ceux utilisés dans les états financiers consolidés établis au 31 décembre 2019.

1.2 — Périmètre de consolidation

Raison sociale	Forme	Siren	Capital (monnaie locale)	Siège	% de contrôle	% d'intérêt	(1)
IGE+XAO au 30 juin 2020							
<u>In France</u>							
IGE+XAO	SA	338 514 987	5 021 866,85 €	Colomiers (31)	Société mère	Société mère	IG
IGE	SA	339 737 006	4 619 327 €	Colomiers (31)	99,10%	99,10%	IG
PROSYST	SAS	433 683 216	1 006 490 €	Templemars (59)	80,00%	80,00%	IG
EHMS	SAS	492 213 384	430 000 €	Colomiers (31)	50,00%	50,00%	ME E
S2E	SAS	494 083 496	100 000 €	Blagnac (31)	49,90%	49,90%	ME E
<u>A l'étranger</u>							
IGE+XAO Allemagne*	GmbH	--	25 000 €	Mönchengladbach (Allemagne)	100,00%	100,00%	IG
IGE+XAO Balkan	SARL	--	438 174 BGN	Sofia Bulgarie)	100,00%	100,00%	IG
IGE+XAO Belgium	SPRL	--	18 600 €	Bruxelles (Belgique)	100,00%	100,00%	IG
IGE+XAO Do Brasil	LTDA	--	600 000 BRL	San Jose de Campos (Brésil)	100,00%	100,00%	IG
CAE Development	ApS	--	125 000 DKK	Birkerod (Danemark)	100,00%	100,00%	IG
IGE+XAO Chine**	Ltd.	--	100 000 USD	Nanjing (Chine)	100,00%	100,00%	IG
IGE+XAO Grèce****	IKE	--	50 000 €	Thessalonique (Grèce)	99,00%	99,00%	IG
IGE+XAO Iberica	SL	--	3 005 €	Madrid (Espagne)	100,00%	100,00%	IG
IGE+XAO India	Private Ltd	--	100 000 INR	Bangalore (Inde)	100,00%	100,00%	IG
IGE+XAO Italie	SRL	--	36 400 €	Bergamo (Italie)	100,00%	100,00%	IG
IGE+XAO Madagascar	SARL	--	50000000 MGA	Antananarivo (Madagascar)	100,00%	100,00%	IG
IGE+XAO Maroc	SARL	--	400000 MAD	Casablanca (Maroc)	100,00%	100,00%	IG
IGE+XAO Netherlands	BV	--	18 151 €	Hoensbroek (Pays-Bas)	100,00%	100,00%	IG
IGE+XAO Nordic	A/S	--	500 000 DKK	Birkerod (Danemark)	100,00%	100,00%	IG
IGE+XAO North America	Ltd	--	100 CAD	Montréal (Canada)	99,90%	99,90%	IG
IGE+XAO Pologne	Ltd	--	1 100 000 PLN	Cracovie (Pologne)	100,00%	100,00%	IG
IGE+XAO Switzerland	GmbH	--	20 000 CHF	Biel/Bienne (Suisse)	100,00%	100,00%	IG
IGE+XAO Tunisie	SARL	--	20 000 TND	Tunis (Tunisie)	100,00%	100,00%	IG
IGE+XAO Turquie***	Ltd	--	60 000 TRY	Istanbul (Turquie)	75,00%	75,00%	IG
IGE+XAO UK	Ltd	--	100 GBP	Nuneaton (Angleterre)	100,00%	100,00%	IG
IGE+XAO USA	Inc	--	10 USD	Dover (USA)	100,00%	100,00%	IG

(1) IG : Intégration Globale

(2) MEE : Mise en équivalence

* I.G.E + X.A.O. Software Vertriebs GmbH
 ** IGE+XAO Nanjing Ige Xao Electric Design Software Co. Ltd.
 *** IGE-XAO YAZILIM DAĞITIM LIMITED ŞİRKETİ
 **** IGE+XAO HELLAS IKE (IGE+XAO ΕΛΛΑΣ ΙΚΕ)

1.3 — Estimations de la Direction du Groupe

L'établissement des comptes consolidés, conformément au référentiel IFRS, exige que la Direction du Groupe retienne des hypothèses et fasse des estimations qui ont une incidence sur la valorisation des actifs et des passifs, sur les montants portés en produits et charges au cours de l'exercice ainsi que sur l'information financière relative aux actifs et aux passifs éventuels à la date d'établissement des comptes consolidés. Ces estimations sont effectuées sur la base des informations disponibles à la date d'établissement des états financiers. Les domaines pour lesquels les hypothèses et estimations sont significatives au regard des états financiers du Groupe incluent principalement l'estimation de la valeur recouvrable du goodwill, la détermination de la juste valeur et de la durée d'utilité des actifs incorporels acquis dans le cadre des regroupements d'entreprises, l'évaluation de la recouvrabilité des actifs d'impôts différés. Les résultats réels de ces transactions peuvent être différents de ceux issus des estimations de la Direction du Groupe.

1.4 — Conversion des comptes exprimés en devises

La monnaie fonctionnelle des filiales étrangères de la Société est généralement la monnaie locale des pays dans lesquels elles sont implantées. La conversion en euros des états financiers des filiales libellés en monnaie locale est effectuée pour les comptes de bilan au taux de clôture. Les produits et les charges sont convertis au cours de change en vigueur aux dates de transactions ou, en pratique, à un cours qui s'en approche et qui correspond, sauf en cas de fluctuations importantes des cours, au cours moyen de la période clôturée. Les ajustements liés à la conversion sont enregistrés sur une ligne distincte dans les capitaux propres. Les résultats de change latents ou réalisés qui proviennent d'opérations libellées dans des devises étrangères autres que la monnaie fonctionnelle sont comptabilisés dans le compte de résultat.

Note 2. — Eléments relatifs à l'exploitation

Principes comptables

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont composées de constructions, d'aménagements, de matériels informatiques et de petits équipements et sont enregistrées à leur coût d'acquisition, diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur, selon le traitement de référence de la norme IAS 16 – Immobilisations corporelles. Chaque composant d'une immobilisation corporelle ayant une durée d'utilisation distincte est amorti selon le modèle linéaire. Ces durées correspondent en général aux durées d'utilité suivantes :

- Constructions : 20 ans ;
- Installations techniques, matériels et outillages : 3 à 10 ans ;
- Autres : 3 à 7 ans.

Les amortissements sont comptabilisés en charge de l'exercice. Les immobilisations corporelles font l'objet de tests de dépréciation dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié. Le cas échéant, une dépréciation complémentaire est comptabilisée au compte de résultat. Depuis 2019, les immobilisations corporelles comprennent également les actifs au titre du droit d'utilisation, conformément à l'application d'IFRS 16 – Contrats de locations.

Dépréciations d'actifs - Le Groupe procède, conformément à la norme IAS 36 – Dépréciation d'actifs, à l'évaluation de la recouvrabilité de ses actifs long terme.

Pour les actifs corporels et incorporels amortissables, le Groupe évalue à chaque clôture s'il existe un indice de perte de valeur sur ces immobilisations. Ces indices sont identifiés par rapport à des critères externes ou internes. Le cas échéant, un test de dépréciation est réalisé en comparant la valeur nette comptable à la valeur recouvrable qui correspond à la plus élevée entre le prix de vente diminué du coût de cession et la valeur d'utilité.

Pour les actifs incorporels non amortis et les écarts d'acquisition, un test de dépréciation est effectué au minimum une fois par an, et dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié. La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs qui seront générés par les actifs testés. Ces flux de trésorerie futurs résultent des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la Direction du Groupe, traduites dans des projections n'excédant généralement pas cinq ans, puis extrapolées sur la base d'un taux de croissance à l'infini. L'actualisation est réalisée à un taux correspondant au Coût Moyen Pondéré du Capital (CMPC) du Groupe à la date d'évaluation. Les tests de dépréciation sont réalisés au niveau des Unités Génératrices de Trésorerie (UGTs) auxquelles ces actifs peuvent être affectés. L'UGT est le plus petit groupe d'actifs qui inclut l'actif testé et qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs.

Une perte de valeur est comptabilisée dès lors que la valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est inférieure à sa valeur comptable à hauteur de l'excédent de sa valeur comptable par rapport à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est définie comme la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et le prix de vente diminué du coût de cession. Lorsque l'UGT testée comporte un écart d'acquisition, la dépréciation est prioritairement déduite de ce dernier.

Provision pour dépréciation des comptes clients

Les créances clients et autres créances d'exploitation sont dépréciées selon le modèle simplifié d'IFRS 9. Dès leur naissance, les créances clients sont dépréciées à hauteur des pertes attendues sur le terme restant à courir. L'évaluation du risque de crédit des créances clients est réalisée pays par pays, l'origine géographique de la créance étant considérée comme représentative de leur profil de risque. Les pays sont classés selon leur profil de risque sur la base des grilles d'évaluation du risque d'impayé publiées par des agences externes. La provision pour pertes attendues est donc évaluée en utilisant les taux de défaut historiques, la balance âgée des créances ainsi que l'évaluation du Groupe du risque de crédit.

Lorsqu'il est certain que la créance ne sera pas collectée, la créance et sa dépréciation sont passées en pertes dans le compte de résultat. Les créances sont comptabilisées pour leur montant actualisé lorsque leur échéance de règlement est supérieure à un an et que les effets de l'actualisation sont significatifs.

Provision pour risques et charges

Les sociétés du Groupe sont impliquées dans des litiges généralement liés à leurs activités courantes. Il est parfois difficile d'évaluer le risque inhérent à ces litiges et procédures judiciaires qui restera à la charge des sociétés. Une provision est comptabilisée en tant que passif lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources, dont le montant peut être estimé de manière fiable, sera nécessaire pour éteindre les obligations actuelles (légales, contractuelles ou implicites) du Groupe résultant d'événements passés. Si le montant ne peut être estimé de manière suffisamment fiable ou s'il n'est pas probable qu'une sortie de ressources soit nécessaire pour éteindre l'obligation, les passifs éventuels correspondants sont présentés dans les notes aux comptes consolidés.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires d'IGE+XAO provient d'une part des nouvelles licences d'utilisation de logiciels, des prestations de maintenance qui comprennent des mises à jour et un support technique,

des contrats à renouvellement périodique de services et des autres ventes correspondant d'une part aux développements de fonctionnalités supplémentaires sur les produits standards effectués à la demande des clients et d'autre part à des prestations de services ponctuelles et autres. Le chiffre d'affaires est présenté net des impôts et taxes collectés auprès des clients et reversés aux autorités gouvernementales.

Les licences du Groupe IGE+XAO concédées aux clients finaux sont des licences fonctionnelles distinctes en général des autres services promis au contrat. Elles donnent aux clients le droit d'utiliser la propriété intellectuelle des logiciels IGE+XAO à la date d'attribution de la licence. Elles correspondent à des licences statiques et le chiffre d'affaires s'y rapportant est reconnu à la date de transfert des codes d'activation au client.

Le chiffre d'affaires issu des prestations de maintenance correspond aux redevances associées à la vente des mises à jour périodiques des produits lorsqu'elles sont disponibles, ainsi qu'à la mise à disposition du client d'un service d'assistance technique. Le contrat de maintenance peut être renouvelé par le client au terme de chaque durée fixée initialement par tacite reconduction ou par nouvelle commande. Le chiffre d'affaires des prestations de maintenance est comptabilisé selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de maintenance. Les contrats de maintenance sont payés par les clients en début de période contractuelle.

Le chiffre d'affaires issu d'un contrat à éléments multiples, c'est-à-dire incluant généralement une licence d'utilisation de logiciel et un contrat de maintenance est reconnu selon la méthode linéaire sur la durée du contrat lorsque les éléments sont considérés comme interdépendants et selon la nature des deux obligations de performance distinctes du contrat (licence et maintenance) dans le cas contraire. Dans ce dernier cas, si le prix de chaque élément n'est pas précisé dans le contrat, l'allocation du prix de la transaction aux obligations de performance est réalisée en utilisant la méthode résiduelle s'appuyant sur la juste valeur des éléments non livrés. Les éventuelles remises sont appliquées aux éléments livrés. Les contrats à éléments multiples ont une durée de 12 mois et sont payés par les clients en début de période contractuelle en général.

Le chiffre d'affaires issu des autres ventes de logiciels comprend principalement le développement de fonctionnalités effectuées à la demande du client sur des produits standards. Il est comptabilisé à l'avancement, sur la base des récapitulatifs d'activités et après acceptation par le client. Compte tenu de la durée des projets inférieure à 12 mois, les actifs sur contrats ne sont pas significatifs.

Résultat opérationnel

Il se calcule à partir du résultat d'exploitation et intègre les autres produits et charges tels que les résultats sur cessions des immobilisations corporelles et incorporelles, les dépréciations d'actifs ainsi que les éléments relatifs à des produits et charges opérationnels bien identifiés, non récurrents.

2.1 — Immobilisations corporelles

Les mouvements des immobilisations corporelles au cours de la période close le 30 juin 2020 s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	Constructions	Installations techniques, matériel et outillage	Autres immobilisations corporelles et immobilisations en cours	Total
Valeurs nettes au 31 décembre 2018	173	145	1 213	1 531
Acquisitions	2	112	271	385
Acquisitions – Droits d'utilisation	2 732	--	587	3 319
Cessions	--	(95)	(55)	(150)
Dotation	(19)	(79)	(282)	(380)
Dotation – Actifs loués	(663)	--	(263)	(926)
Reprise de la période	--	94	43	137
Reclassements	(3)	2	1	--
Effet de conversion	2	2	3	7
Valeurs nettes au 31 décembre 2019	2 224	181	1 518	3 923
Acquisitions	18	16	186	220
Acquisitions – Droits d'utilisation	--	--	26	26
Cessions	--	--	--	--
Dotation	(221)	(46)	(226)	(493)
Dotation – Actifs loués	--	--	--	--
Reprise de la période	--	--	--	--
Reclassements	(87)	87	--	--
Effet de conversion	(6)	(5)	(8)	(19)
	1 928	233	1 496	3 657

Les immobilisations corporelles hors impact de l'IFRS16 correspondent essentiellement à du matériel informatique. Les droits d'utilisation portent sur des immeubles de bureau et un parc de véhicules.

2.2 — Clients et comptes rattachés

Le poste Clients et comptes rattachés se présente de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	30 juin 2020	31 décembre 2019
Clients et comptes rattachés bruts	7 694	8 005
Dépréciation des créances Clients	(783)	(710)
Clients et comptes rattachés nets	6 911	7 295

La provision pour dépréciation clients évolue de la façon suivante sur la période :

(en milliers d'euros)	30 juin 2020	31 décembre 2019
Provision à la date d'ouverture	352	460
Dotations à l'ouverture – IFRS 9	357	357
Dotation de la période	121	101
Reprises utilisées en cours de période	(37)	(191)
Reprises non utilisées en cours de période	(7)	(19)
Variation de change	(3)	2
Provision à la date de clôture	783	710

2.3 — Autres actifs courants

Les autres actifs courants s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	30 juin 2020	31 décembre 2019
Stock et en-cours	158	154
Avances et acomptes	35	52
Créances sociales	40	23
Créances fiscales	230	360
Charges constatées d'avance	487	470
Autres	61	54
Total	1 011	1 114

2.4 — Autres passifs non courants

Les autres passifs non courants s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	30 juin 2020	31 décembre 2019
Provision pour litiges	295	290
Autres	108	114
Total	403	404

Il s'agit principalement de provisions pour litiges commerciaux et sociaux.

Les variations de provision de la période s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	
Provision au 31 décembre 2018	400
Dotations	44
Reprises utilisées	--
Reprises non utilisées	(40)
Variation de change	--
Provision au 31 décembre 2019	404
Dotations	5
Reprises utilisées	(6)
Reprises non utilisées	--
Variation de change	--
Provision au 30 juin 2020	403

2.5 — Produits constatés d'avance

Note 1. Les produits constatés d'avance inclus dans les passifs courants s'élèvent à 9,2 M€ au 30 juin 2020, à 9,0 M€ au 30 juin 2019 et à 6,9 M€ au 31 décembre 2019. Ils correspondent à la part des contrats de maintenance non encore reconnue en chiffre d'affaires.

2.6 — Chiffre d'affaires par zone géographique et par type de ventes

Le chiffre d'affaires est présenté en fonction de la zone géographique dans laquelle est située l'unité opérationnelle du Groupe qui enregistre la transaction et non pas en fonction de la zone géographique du client utilisateur final. Ainsi, le chiffre d'affaires des zones Amérique et Asie n'est pas pleinement représentatif de l'activité des sociétés du Groupe sur ces continents, qui est dans les faits plus élevée.

Le chiffre d'affaires logiciels et développements se compose des revenus issus:

- des licences,
- des mises à jour de produits hors maintenance,
- de développements de fonctions liées aux logiciels du Groupe.

Le chiffre d'affaires par zone géographique et par type de ventes se présente de la façon suivante :

30 juin 2020	Europe	Amérique	Asie	Moyen-Orient et Afrique	Total
(en milliers d'euros)					
Logiciels et développements	4 975	145	218	48	5 386
Maintenance	7 686	150	23	28	7 887
Formation et autres services	2 522	22	24	4	2 572
Total	15 183	317	265	80	15 845

30 juin 2019	Europe	Amérique	Asie	Moyen-Orient et Afrique	Total
(en milliers d'euros)					
Logiciels et développements	5 714	79	239	75	6 107
Maintenance	7 420	145	20	23	7 608
Formation et autres services	3 354	13	135	7	3 509
Total	16 488	237	394	105	17 224

La répartition du chiffre d'affaires détaillée ci-avant n'est pas liée à la notion de segment d'activité telle que décrite dans la note 2.7.

2.7 — Informations sectorielles

Le Groupe, spécialisé dans l'édition de logiciels, dispose d'un seul métier : il conçoit, produit, commercialise et assure la maintenance d'un ensemble de logiciels de Conception Assistée par Ordinateur. En conséquence, le Groupe ne distingue pas dans son mode d'organisation interne de secteurs opérationnels, autres que les entités légales le constituant.

Le Groupe distingue deux zones géographiques, eu égard à son organisation interne et à son analyse de la rentabilité.

(en milliers d'euros)	Zones géographiques	30 juin 2020	30 juin 2019	31 décembre 2019
Chiffre d'affaires consolidé	Sociétés françaises	10 539	11 498	23 039
Chiffre d'affaires consolidé	Sociétés étrangères	5 306	5 726	10 894
Chiffre d'affaires consolidé total	Groupe	15 845	17 224	33 933
Résultat opérationnel courant contributif	Sociétés françaises	2 619	3 502	6 353
Résultat opérationnel courant contributif	Sociétés étrangères	1 707	1 758	3 424
Résultat opérationnel courant contributif	Groupe	4 326	5 260	9 777

(en milliers d'euros)	Zones géographiques	30 juin 2020	30 juin 2019	31 décembre 2019
Actifs non courants sectoriels	Sociétés françaises	5 676	6 416	6 068
Actifs non courants sectoriels	Sociétés étrangères	2 815	2 621	2 802
Actifs non courants sectoriels consolidés	Groupe	8 491	9 037	8 870

(en milliers d'euros)	Zones géographiques	30 juin 2020	30 juin 2019	31 décembre 2019
Investissements	Sociétés françaises	184	291	596
Investissements	Sociétés étrangères	110	119	287
Investissements consolidés	Groupe	294	410	883
Dotation aux amortissements et provisions	Sociétés françaises **	433	135	1 032
Dotation aux amortissements et provisions	Sociétés étrangères	173	77	229
Dotation aux amortissements et provisions	Groupe	606	212	1 261

* hors impact des actifs Droits d'utilisation (IFRS 16) qui s'élèvent à 3 215 K euros

** auxquels viennent s'ajouter 467 K EUR de dotation aux amortissements sur Droits d'utilisation (IFRS 16)

2.8 — Produits d'exploitation

Le produit généré par le Crédit Impôt Recherche est comptabilisé dans le poste « Autres produits » du compte de résultat. Il est imputé en déduction de l'impôt sur les sociétés sur le plan fiscal. Il s'élève à 308 K€ au 30 juin 2020, à 934 K€ en 2019 et à 428 K€ au 30 juin 2019.

(en milliers d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2019	31 décembre 2019
Crédit impôt recherche	308	428	931
Autres produits d'exploitation	22	3	3
Produits d'exploitation	295	431	934

Note 3. — Actifs incorporels

Principes comptables

Les frais de recherche et de développement

Aucune dépense de recherche et développement n'est capitalisée à l'actif du bilan consolidé du Groupe au 30 juin 2020.

Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Les actifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition indépendamment des intérêts minoritaires. Le coût d'acquisition est évalué à la juste valeur des actifs remis, des instruments de capitaux propres émis et des passifs éventuels à la date d'acquisition. L'écart entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part dans l'actif net réévalué constitue l'écart d'acquisition.

L'écart d'acquisition est comptabilisé :

- lorsqu'il est négatif, en résultat,
- lorsqu'il est positif, à l'actif du bilan, dans la rubrique écarts d'acquisition lorsque la société acquise est intégrée globalement ou dans la rubrique titres mis en équivalence lorsque la société acquise est mise en équivalence.

Les écarts d'acquisition peuvent être corrigés dans les 12 mois qui suivent la date d'acquisition pour tenir compte de l'estimation définitive de la juste valeur des actifs et passifs acquis. Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Ils font l'objet d'un test de perte de valeur à chaque clôture annuelle ou lorsqu'il existe un indice de perte de valeur.

Lors de la première adoption des normes IFRS, IGE+XAO a choisi de ne pas retraiter les écarts d'acquisition antérieurs au 1^{er} janvier 2004. Les écarts d'acquisition à cette date correspondent à la valeur nette des amortissements antérieurement pratiqués.

Perte de valeur et valeurs recouvrables des écarts d'acquisition, des actifs incorporels et des actifs corporels

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation des actifs immobilisés », les écarts d'acquisition et l'ensemble des actifs immobilisés font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indice de perte de valeur et au minimum une fois par an pour les écarts d'acquisition et les actifs incorporels à durée de vie indéfinie.

Les indices de perte de valeur proviennent des changements significatifs défavorables, présentant un caractère durable, affectant l'environnement économique ou les hypothèses ou objectifs retenus par le Groupe.

Les tests de dépréciation consistent à s'assurer que les valeurs recouvrables des immobilisations corporelles, incorporelles et des unités génératrices de trésorerie auxquelles les écarts d'acquisition sont affectés sont au moins égales à leur valeur nette comptable. Dans le cas contraire, une dépréciation est constatée en résultat et la valeur nette comptable de l'actif est ramenée à sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable d'une immobilisation corporelle ou incorporelle est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur, diminuée des coûts de cession, et sa valeur d'utilité.

La valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie correspond à sa valeur d'utilité. Chaque société du périmètre de consolidation constitue une unité génératrice de trésorerie car c'est le plus petit ensemble ayant des entrées et sorties de trésorerie indépendantes et cernables.

La valeur d'utilité est calculée selon la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés, avec un taux d'actualisation après impôts 12,93% (12,93% au 31 décembre 2018) et un taux de croissance long terme de 1,5% (1,5% au 31 décembre 2018). Le taux d'actualisation retenu est calculé selon la même méthode exercice après exercice. Les flux après impôts sont projetés sur une durée n'excédant pas 5 ans et la méthode tient compte d'une valeur terminale. Ces flux de trésorerie futurs résultent des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la Direction.

Lorsqu'une unité génératrice de trésorerie doit être dépréciée, la dépréciation est d'abord imputée sur l'écart d'acquisition, puis, le cas échéant, sur les autres actifs de l'unité génératrice de trésorerie au prorata de leur valeur nette comptable. Les dépréciations peuvent être reprises à l'exception de celles relatives aux écarts d'acquisition.

Autres immobilisations incorporelles

Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles correspondent principalement à des relations clients, des marques et des logiciels acquis. Les immobilisations incorporelles sont généralement amorties selon le mode linéaire sur leurs durées d'utilisation estimées (de 1 à 5 ans). Il n'existe pas d'immobilisations incorporelles pour lesquelles la durée de vie est considérée comme indéfinie.

3.1 — Ecart d'acquisition

Ils s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	IGE SA	IGE+XAO Netherlands	CAE Development	IGE+XAO Nordic	PROSYST	Autres	Total
Valeurs nettes au 31 décembre 18	462	111	231	1 279	676	18	2 777
Acquisitions	--	--	--	--	--	--	--
Dépréciation de la période	--	--	--	--	--	--	--
Effet de conversion	--	--	--	--	--	--	--
Valeurs nettes au 31 décembre 19	462	111	231	1 279	676	18	2 777
Acquisitions	--	--	--	--	--	--	--
Dépréciation de la période	--	--	--	--	--	--	--
Effet de conversion	--	--	--	--	--	--	--
Valeurs nettes au 30 juin 20	462	111	231	1 279	676	18	2 777

Dans le contexte de crise sanitaire et économique liée à l'épidémie de Covid-19 et des potentiels indices de perte de valeur en résultant, des tests de dépréciation des actifs ont été réalisés au 30 juin 2020 au sein desquels les projections d'activité ont été reconsidérées. Les autres critères n'ont pas été modifiés par rapport au 31 décembre 2019. L'analyse de sensibilité (variation de +1% du taux d'actualisation) n'a pas fait apparaître de situation selon laquelle la valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie serait inférieure à leur valeur nette comptable.

3.2 — Immobilisations incorporelles

Les mouvements des immobilisations incorporelles au cours de la période close le 30 juin 2020 s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	Relations clients contractuelles	Frais de recherche et de développement	Licences, logiciels, marques	Immobilisations incorporelles Autres et en cours	Total
Valeurs nettes au 31 décembre 2018	248	--	42	520	810
Acquisitions	--	--	2	73	324
Variation de périmètre	(22)	--	(3)	--	(25)
Cessions	--	--	--	--	--
Reprise de la période	--	--	--	--	--
Dotations de la période	--	--	(107)	--	(107)
Reclassement	--	--	506	(506)	--
Effet de conversion	--	--	1	1	1
Valeurs nettes au 31 décembre 2019	226	--	509	269	1 004
Acquisitions	--	--	2	73	75
Variation de périmètre	--	--	--	--	--
Cessions	--	--	--	--	--
Reprise de la période	--	--	--	--	--
Dotations de la période	--	--	(69)	--	(69)
Reclassement	--	--	18	(18)	--
Effet de conversion	--	--	--	--	--
Valeurs nettes au 30 juin 2020	226	--	460	324	1 010

Note 4. — Eléments relatifs aux titres

Principes comptables – Les titres mis en équivalence font l'objet d'un test de dépréciation dès lors qu'il existe des indications objectives de perte de valeur durable.

Une dépréciation est comptabilisée si la valeur recouvrable devient inférieure à la valeur comptable, la valeur recouvrable étant la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité, telle que définie au paragraphe précédent, et la juste valeur nette des coûts de transaction.

Les comptes des sociétés mis en équivalence s'analysent comme suit :

Société mise en équivalence en milliers d'euros	30 juin 2020 (6 mois)	31 décembre 2019 (12 mois)
EHMS SAS		
% de détention IGE+XAO	50%	50%
Total actif	823	200
Chiffre d'affaires	639	1 104
Résultat net	5	62
S2E Consulting		
% de détention IGE+XAO	50%	50%
Total actif	--	182
Chiffre d'affaires	--	22
Résultat net	--	(3)

Note 5. — Capital social, réserve légale et résultat par action

Principes comptables

Actions auto-détenues

Les actions auto-détenues sont inscrites pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de la période par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net de la période par le nombre moyen pondéré d'actions après annulation des actions propres.

5.1 — Capital social

Le nombre de titres composant le capital social est de 1 304 381 actions d'une valeur nominale de 3,85 euros chacune.

5.2 — Réserves

Conformément à la législation française, les bénéfices nets des sociétés françaises sont, le cas échéant, affectés à raison de 5% l'an à la réserve légale jusqu'à ce que le montant de cette dernière atteigne 10% du montant du capital social. La réserve légale n'est distribuable que lors de la liquidation des dites sociétés.

5.3 — Actions auto-détenues

Le nombre d'actions auto-détenues au 30 juin 2020 s'élève à 4 434 actions IGE+XAO soit 2 068 actions destinées à être annulées et 2 366 actions détenues dans le cadre du contrat de liquidité ; l'activité de ce dernier est suspendue jusqu'au 31 décembre 2020.

La valeur des actions portées en diminution des capitaux propres s'élève respectivement à 558 K€ au 30 juin 2020 et 300 K€ au 31 décembre 2019. Les actions auto-détenues hors contrat de liquidité qui s'élevaient à de 2 068 actions en début d'exercice ont été annulées suite à la réalisation de deux réductions de capital successives. Les variations sur les exercices précédents proviennent de la mise en œuvre du programme de rachat d'actions et des mouvements au sein du contrat de liquidité.

5.4 Résultat par action

Le tableau ci-dessous présente les informations sur les résultats et le nombre d'actions utilisées pour le calcul des résultats par action :

(en milliers d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2019	31 décembre 2019
Résultat net -porteurs de capitaux propres de la société mère	3 281	3 753	6 902
Nombre moyen pondéré d'actions	1 304 381	1 354 258	1 330 449
Résultat net par action	2,53	2,77	5,19
Nombre moyen pondéré d'actions après déduction des actions propres	1 302 313	1 304 381	1 302 015
Résultat net par action ajusté	2,52	2,88	5,30

Note 6. — Actifs et passifs financiers – Coût de l'endettement

Principes comptables

Actifs financiers non courants

Les actifs financiers non courants comprennent les titres de participation et les prêts et créances financiers qui ont une échéance supérieure à douze mois. Les titres de participation sont qualifiés de titres disponibles à la vente. En conséquence, ils sont valorisés à leur juste valeur et les pertes et gains latents sont enregistrés directement en capitaux propres en Autres éléments du résultat global. Leur juste valeur est déterminée sur la base soit du cours de Bourse à la date de clôture pour les titres cotés soit à leur coût d'acquisition. Lorsque la perte latente enregistrée en capitaux propres est représentative d'une baisse significative ou prolongée, alors son montant est comptabilisé en résultat. A la clôture de chaque exercice, un examen du portefeuille des titres non consolidés et des autres actifs financiers est effectué afin d'apprécier s'il existe des indications objectives des pertes de valeur de ces actifs.

Le Groupe n'utilise pas d'instrument financier dérivé, composés ou de couverture et ne recourt pas à des prêts ou emprunts, ni à des instruments de dé-comptabilisation.

Les prêts et créances financiers sont qualifiés d'actifs générés par l'activité. Ils sont évalués au coût amorti. Ils font l'objet d'une provision pour dépréciation dès qu'il existe une indication de perte de valeur.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent des liquidités en comptes bancaires, des parts d'OPCVM de trésorerie et des placements, liquides, présentant un risque négligeable de changement de valeur.

Les découverts bancaires sont assimilés à un financement et sont présentés sur la ligne Emprunts et Dettes financières au Passif du bilan.

La valeur comptable des dépôts bancaires constitue une approximation raisonnable de leur juste valeur.

Emprunts et dettes financières

Ils sont évalués au coût amorti sur la base d'un taux d'intérêt effectif. Les emprunts et dettes financières à moyen et long terme sont présentés dans les Passifs non courants. Les emprunts et

dettes financières court terme ainsi que la part remboursable à moins d'un an des emprunts et dettes financières à moyen et long terme sont présentés dans les Passifs courants.

Toute différence entre le montant enregistré et la valeur de remboursement est comptabilisée au compte de résultat sur la durée de l'emprunt.

Coût de l'endettement

L'endettement financier net est constitué de l'ensemble des emprunts et dettes financières courants et non courants, diminué de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. Le coût de l'endettement financier net est constitué des charges et des produits générés par les éléments constitutifs de l'endettement financier net pendant la période.

6.1 — Titres et autres actifs non courants

Les autres actifs non courants s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	Dépôts et cautionnements	Titres	Avances remboursables – à recevoir	Total
Valeurs nettes au 31 décembre 2018	165	6	--	171
Acquisitions	27	--	--	--
Variation de périmètre	--	(4)	--	(4)
Remboursement	(16)	--	--	(16)
Dépréciation de la période	--	--	--	--
Reclassements	--	--	--	--
Effet de conversion	--	--	--	--
Valeurs nettes au 31 décembre 2019	176	2	--	178
Acquisitions	3	--	--	3
Variation de périmètre	--	--	--	--
Remboursement	(20)	--	--	(20)
Dépréciation de la période	--	--	--	--
Reclassements	--	--	--	--
Effet de conversion	--	--	--	--
Valeurs nettes au 31 décembre 2020	159	2	--	161

6.2 — Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements à court terme

Le poste de Trésorerie et équivalents de trésorerie se décompose de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	30 juin 2020	31 décembre 2019
Trésorerie et Equivalents de trésorerie	45 486	39 802
	45 486	39 802

La trésorerie est placée :

- En SICAV de trésorerie au jour le jour ;
- Sur des comptes de dépôt à terme d'une durée maximale de 60 mois, contrats qui peuvent être arrêtés, sans pénalité sur capital, et dont la rémunération est progressive, fixée par trimestre à l'origine et versée in fine ;
- Sur des comptes de bons à moyen terme négociables d'une durée maximale de 60 mois, contrats qui peuvent être arrêtés au terme de chaque trimestre après une période initiale de blocage maximale de 24 mois, sans pénalité sur capital et intérêts, et dont la rémunération est assise sur l'Euribor 3 mois ou 6 mois, majorée d'une plus-value progressive acquise et versée trimestriellement ou semestriellement.

6.3 — Dettes financières – part à long terme

Dettes financières – Part à long terme (en milliers d’euros)	30 juin 2020	31 décembre 2019
Dettes de loyers - IFRS 16	1 416	1 638
Emprunts – Part à plus d’un an	--	--
Dettes financières – Part à plus d’un an	10	16
Total	1 427	1 654

Note 7. — Instruments financiers

Principes comptables – Actualisation des créances, dettes et provisions – Les créances et dettes sont comptabilisées pour leurs montants actualisés lorsque leur échéance de règlement est supérieure à un an et que les effets de l’actualisation sont significatifs.

La provision relative au coût des départs à la retraite et prestations assimilées est actualisée suivant la norme IAS 19 « Avantages du personnel ».

Les autres provisions sont évaluées, de fait, en valeur actuelle.

Conformément aux prescriptions des normes IFRS, les actifs et passifs d’impôts différés ne sont pas actualisés.

7.1 — Justes valeurs des actifs et passifs financiers

Le tableau suivant indique la juste valeur des actifs et passifs financiers ainsi que leur valeur comptable au bilan.

En milliers d’euros	30 juin 2020		31 décembre 2019	
	Valeurs comptables	Valeurs comptables	Valeurs comptables	Justes valeurs
Clients et comptes rattachés	7 694	7 694	8 005	8 005
Trésorerie et équivalents de trésorerie	45 486	45 486	39 802	39 802
Dettes financières	1 451	1 451	1 654	1 654
Dettes fournisseurs	1 158	1 158	972	972

Les différentes catégories d’instruments financiers sont les actifs détenus jusqu’à échéance, les prêts et créances émis par l’entreprise et les autres passifs financiers.

7.2 — Créances clients échues et non dépréciées

Les créances clients échues et non dépréciées se présentent ainsi au 30 juin 2020 :

Créances clients en milliers d’euros et en TTC	30 juin 2020	31 décembre 2019
Créances non échues	3 857	4 923
Créances échues et non dépréciées < 60j	2 336	1 697
Créances échues et non dépréciées > 60j	1 501	1 385
Total	7 694	8 005

7.3 — Prêts et créances émis par la Société:

Ils sont comptabilisés au coût amorti et peuvent faire l’objet d’une dépréciation s’il existe un indice de perte de valeur.

La sortie des comptes des actifs financiers est conditionnée au transfert des risques et avantages liés à l’actif, ainsi qu’au transfert de contrôle de l’actif.

Note 8. — Eléments relatifs à l'impôt sur les sociétés

8.1 — Charges d'impôts

Concernant les sociétés françaises du Groupe, le taux d'impôts applicable sur l'exercice 2020 est de 28%. Le taux d'impôt applicable aux comptes consolidés s'élève à 28,92%.

La charge globale d'impôts s'élève à 1 054 K€ au 30 juin 2020. Elle se ventile de la manière suivante :

Charge d'impôt en milliers d'euros	30 juin 2020	30 juin 2019	31 décembre 2019
Résultat avant impôts (en base) *	4 028	4 559	8 743
Charge d'impôt du groupe	1 054	1 424	2 586
Charge d'impôt attendue	1 165	1 460	3 011
Ecart sur impôt	(111)	(36)	(424)
<u>Filiales françaises</u>			
Différence de taux d'imposition	24	(5)	(65)
Crédit d'impôts autres que le CIR	(110)	(5)	(10)
Pertes non couvertes par des IDA	52	--	--
Utilisation de déficits reportables	--	--	(109)
Compléments d'imposition	--	13	3
Différences permanentes sur :			
Provisions, charges et amortissements non déductibles	15	--	50
Autres	--	93	--
<u>Filiales étrangères</u>			
Différence de taux d'imposition	(78)	(142)	(361)
Sursis ou franchises d'imposition	--	--	15
Autres différences permanentes	(14)	10	53
Total	(111)	(36)	(424)

* hors impact du CIR traité comme subvention d'exploitation en IFRS

Le Groupe fiscal français se compose des sociétés suivantes :

- IGE+XAO, SA
- IGE, SA

8.2 — Impôts différés

Principes comptables – Les impôts différés correspondants aux différences temporelles existant entre les bases fiscales et comptables des actifs et passifs consolidés sont enregistrés en appliquant la méthode du report variable, en fonction des taux d'imposition et des réglementations fiscales mises en place avant la date du bilan. L'effet d'un changement dans le taux d'imposition est reconnu dans le compte de résultat, à l'exception des variations relatives aux éléments initialement comptabilisés directement dans les capitaux propres. Les allègements d'impôts futurs découlant de l'utilisation des reports fiscaux déficitaires (y compris les montants reportables indéfiniment) ne sont reconnus que lorsque leur réalisation peut être raisonnablement anticipée. La valeur comptable des actifs d'impôt différé fait l'objet de tests de dépréciation à chaque clôture. Une perte de valeur est comptabilisée dans la mesure où il n'est plus probable que des bénéfices imposables soient disponibles pour compenser entièrement ou partiellement l'actif d'impôt différé. Les actifs et passifs d'impôt différé ne sont pas actualisés et sont inscrits au bilan sous les actifs et passifs non courants. Les actifs et passifs fiscaux différés liés à la même unité et qui sont censés être repris au cours de la même période, sont compensés.

Il n'y a pas au 30 juin 2020 d'impôt différé non enregistré à l'actif tels que ceux relatifs à des déficits reportables.

Les impôts différés au bilan s'analysent comme suit au 30 juin 2020 :

(en milliers d'euros)	Actif	Passif	Impôts différés nets
Passif	685	(64)	749

(en milliers d'euros)	Base	Taux	IDA (IDP)
Participation	302	28,92%	87
Provision retraite	1 539	25,83%	397
Provision retraite filiales étrangères	80	12,5%	10
Pertes (ID actifs sur pertes)	237	28,00%	66
Instruments financiers	424	28,92%	123
Autres décalages social / fiscal France			(7)
Autres décalages social / fiscal Etranger			73
Total			749

8.3 — Crédit impôt recherche

Le crédit impôt recherche de la période est enregistré dans les Autres produits d'exploitation en normes IFRS.

8.4 — Créances d'impôts à recevoir

Elles s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	30 juin 2020	31 décembre 2019
Créances d'impôt à recevoir	2 917	2 188
Total	2 917	2 188

Les créances d'impôt à recevoir s'analysent comme suit (en milliers d'euros) :

(en milliers d'euros)	30 juin 2020
Impôt français du au titre de la période :	(687)
Impôt français au titre de l'exercice précédent	(1 699)
Ajustement d'impôt sur exercice précédent	110
Acomptes versés :	2 882
CIR 2020 à imputer sur l'impôt 2020 :	208
CIR 2019 à imputer sur l'impôt 2019 :	734
CIR 2020 reportable :	100
CIR 2019, 2018, 2016 reportables :	662
CICE 2018, 2017 et 2016 à imputer sur l'impôt :	84
Autres crédits d'impôts France :	46
Autres crédits d'impôts Etranger :	477
	2 917

Note 9. — Provision pour retraites

Principes comptables – Selon les usages et droits des pays, le Groupe est engagé dans des programmes de retraite d'aménagement de fin de carrière. Concernant les régimes de base et autres régimes à prestations définies, les cotisations à payer sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées. Pour les régimes à prestations définies, les obligations conventionnelles en France, en Pologne et en Bulgarie prévoient des indemnités spécifiques.

La dette relative à l'engagement net de la société concernant les salariés est comptabilisée au passif du bilan en Provisions pour retraite et autres avantages. Pour déterminer la valeur actualisée de l'engagement de chaque régime de retraite, le Groupe utilise la méthode rétrospective qui consiste à

projeter le salaire de fin de carrière selon la méthode des unités de crédit projetées. La valorisation des engagements est effectuée chaque année et tient compte de l'espérance de vie, de la mortalité ainsi que d'hypothèses portant sur l'évolution des salaires, du taux de rotation du personnel et l'âge de départ à la retraite. Les engagements ainsi déterminés sont ensuite ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêts des obligations à long terme et d'une durée correspondant à la durée estimée du régime évalué.

La charge comptabilisée en résultat opérationnel en fin d'exercice correspondant à la somme des droits supplémentaires acquis par les salariés au cours de l'exercice ainsi que l'incidence des modifications éventuelles de régime sur les années antérieures ou l'incidence de nouveaux et de la charge ou produit d'intérêts. Les pertes et gains actuariels pour les régimes à prestations définies sont comptabilisés en capitaux propres.

(En milliers d'euros)	30 juin 2020	31 décembre 2019
France	1 539	1 535
Etranger	80	70
Total	1 618	1 605

Les engagements de retraite des sociétés françaises (35,1% des effectifs du Groupe) reposent sur les hypothèses actuarielles suivantes :

Hypothèses en %	30 juin 2020	31 décembre 2019
Taux d'actualisation	0,90%	0,90%
Taux de progression des salaires	1,50%	1,50%

Les variations d'un exercice à l'autre s'analysent comme suit :

Analyse de la dette actuarielle en milliers d'euros	30 juin 2020	31 décembre 2019
Dette actuarielle en début de période :	1 535	1 343
Changement de périmètre	--	(12)
Coût normal	44	88
Intérêts sur la dette actuarielle	7	19
Amortissement du coût des services passés	--	--
Ajustement	--	--
Pertes et gains actuariels générés	(47)	97
Dette actuarielle en fin de période	1 539	1 535

Les engagements de retraite de la filiale polonaise (24,2% des effectifs du Groupe – 28 K€) ont été pris en compte en fonction des hypothèses actuarielles suivantes :

- ✓ Taux d'actualisation : 1,50 %
- ✓ Taux de progression des salaires : 3%

Les engagements de retraite de la filiale bulgare (10% des effectifs du Groupe – 52 K€) ont été pris en compte en fonction des hypothèses actuarielles suivantes :

- ✓ Taux d'actualisation : 0,24%
- ✓ Taux de progression des salaires : 5%

Les engagements des autres sociétés étrangères du Groupe n'ont pas fait l'objet d'une constatation de provision car ils ne sont pas significatifs compte tenu du peu d'ancienneté du personnel des sociétés et de l'âge moyen des effectifs concernés.

Note 10. — Eventualités

Les sociétés du Groupe sont impliquées dans des litiges généralement liés à leurs activités courantes. Il est parfois difficile d'évaluer le risque inhérent à ces litiges et procédures judiciaires qui restera à la charge des sociétés. La Direction d'IGE+XAO, après consultation de ses avocats et conseillers juridiques, estime, compte tenu de la situation des faits à ce jour, que le règlement de ces litiges

n'aura pas d'incidence significative sur la situation financière et le résultat des opérations du Groupe, autre que celle déjà enregistrée au 30 juin 2020 sous forme de provision.

Note 11. — Risques, Produits financiers nets

Résultat financier

Produits financiers nets en milliers d'euros	30 juin 2020	30 juin 2019	31 décembre 2019
Coût de l'endettement financier net	(24)	(40)	25
Résultat net de change	35	(7)	(37)
Autres produits financiers	25	21	1
Charges financières – IFRS 16	(33)	66	(75)
Autres charges financières		(26)	(13)
Total	3	(40)	(99)

Risques

Les principaux risques sont exposés dans le rapport financier sur les comptes annuels.

Note 12. — Situation du programme de rachat d'actions

Conformément à la norme IAS 34, est présentée ci-après la situation du programme de rachat d'actions propres autorisé par l'Assemblée Générale du 12 avril 2019 et qui a pris fin le 16 avril 2020 pour être renouvelé par décision de l'Assemblée Générale en date du 17 avril 2020 :

INFORMATIONS	FLUX BRUTS CUMULES			POSITIONS OUVERTES AU JOUR DU DEPOT DE LA NOTE D'INFORMATION					
	ACHATS	VENTES	ANNULATION	POSITIONS OUVERTES A L'ACHAT			POSITIONS OUVERTES A LA VENTE		
				CALL ACHETES	PUT VENDUS	ACHATS A TERME	CALL VENDUS	PUT ACHETES	VENTE A TERME
	Nombres de titres	--	--	--	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
dont titres destinés à la remise en paiement ou en échange ou à être cédés ou annulés	--	--	--	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
dont titres affectés au contrat de liquidité	--	--	--	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
dont titres affectés au bénéfice du personnel salarié	--	--	--	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Cours moyen des transactions	--	--	--	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Montant	--	--	--	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant

La Société n'a pas recours à des produits dérivés.

Au 17 avril 2020, la situation est la suivante :

Nombre de titres détenus au 17 avril 2020 :	4 434 à un prix moyen de 126 €
Nombre de titres détenus avec pour objectif la remise en échange :	--
Nombre de titres détenus avec pour objectif l'annulation :	2 068
Nombre de titres détenus dans le cadre du contrat de liquidité :	2 366

Au 30 juin 2020, la situation est la même que ci-dessus.

Note 13. — Engagements hors bilan

Néant

Note 14. — Effectif moyen (ETP)

Effectif Equivalent Temps Plein	30 juin 2020	31 décembre 2019
France	128	127
Etranger	236	237
Total	364	364

Note 15. — Répartition de l'actionariat

L'actionariat de la Société IGE+XAO est le suivant au 30 juin 2020 :

Actionariat	Nombre d'actions		Nombre total d'actions	Nombre total de droits de vote brut	% de capital	% de droits de vote
	Droits de vote simple	Droits de vote double				
SCHNEIDER ELECTRIC INDUSTRIES	0	883 876	883 876	1 767 752	67,76%	78,81%
ORFIM	13 630	54 212	67 842	122 054	5,20%	5,44%
Alain DI CRESCENZO	0	10	10	20	0,00%	0,00%
Autres actionnaires au nominatif	10	461	471	932	0,04%	0,04%
	13 640	938 559	952 199	1 890 758	73,00%	84,30%
<i>IGE+XAO (actions propres) au nominatif</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0,00%</i>	<i>0,00%</i>
Total au nominatif	13 640	938 559	952 199	1 890 758	73,00%	84,30%
<i>IGE+XAO (actions propres) au porteur</i>	<i>4 434</i>	<i>0</i>	<i>4 434</i>	<i>4 434</i>	<i>0,34%</i>	<i>0,20%</i>
Autres actionnaires au porteur	347 748	0	347 748	347 748	26,66%	15,50%
Total au porteur	352 182	0	352 182	352 182	27,00%	15,70%
Total	365 822	938 559	1 304 381	2 242 940	100,00%	100,00%

Il n'y a pas dans les sociétés du Groupe travaillant dans le logiciel de transaction, ni de solde de clôture, ni de prêt concernant les Administrateurs, les dirigeants ou les collaborateurs des sociétés du Groupe ou un des membres de leur famille ou toute autre partie liée.

Compte tenu de l'organisation générale du Groupe, les différentes sociétés faisant partie du périmètre de consolidation peuvent avoir des relations industrielles et commerciales entre elles afin de répondre aux besoins de production et de commercialisation de chaque entité. Les transactions intra-groupe étant variables, il n'est pas possible d'en définir à priori les montants périodiques.

III. Rapport annuel d'activité

Sur le premier semestre 2020, le Groupe IGE+XAO affiche un chiffre d'affaires consolidé de 15,8 millions d'euros contre 17,2 millions d'euros un an plus tôt, soit une baisse de 8,0%. Durant cette période, l'activité du Groupe a été impactée par la pandémie mondiale de Covid-19, débutée en Chine dès la fin janvier et ayant fortement affecté les marchés occidentaux à compter de mars 2020. Si, dans ce contexte difficile, le chiffre d'affaires licence et formation a reculé, les revenus récurrents ont quant à eux progressé, avec notamment les ventes souscription de logiciel qui ont augmenté de plus de 12%.

Parallèlement, et tout en assurant l'intégralité de ses missions vis-à-vis de ses clients et partenaires via un recours massif au télétravail et aux prestations à distance (télémaintenance et formation), IGE+XAO a réduit ses charges d'exploitation de 4,4%. Consécutivement, et malgré la période de crise que traverse l'économie mondiale, la rentabilité opérationnelle* s'établit à 27,3% et le résultat net consolidé du Groupe s'élève à 3,3 millions d'euros soit une rentabilité nette** de 20,7%.

Au niveau financier, le Groupe dispose d'une structure solide avec, au 30 juin 2020, un endettement bancaire quasi nul hors impact de l'IFRS 16 et une trésorerie de 45,5 millions d'euros.

Fort de ces résultats et de ses solides fondamentaux, et tout en restant attentif à l'évolution de la situation économique, IGE+XAO, désormais filiale de Schneider Electric, entend poursuivre son plan d'action, ayant comme objectifs l'accélération du développement international et un haut niveau de rentabilité, tout en maintenant un fort investissement R&D.

* Résultat opérationnel rapporté au chiffre d'affaires

** Résultat net rapporté au chiffre d'affaires

NB : Les comptes semestriels clos au 30 juin 2020 ont fait l'objet d'une revue limitée de la part des commissaires aux comptes de la société IGE+XAO et ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 20 juillet 2020.

IV. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2020



KPMG Audit
224 rue Carmin
CS 17610
31676 Labège Cedex
France



MAZARS
298, allée du lac
Green Park III
298, allée du lac
31670 Labège
France

IGE+XAO S.A.

Siège social : 16, boulevard Déodat de Séverac - 31770 Colomiers
Capital social : €. 5.021.866,85

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2019

Période du 1^{er} janvier 2020 au 30 juin 2020

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société IGE+XAO S.A. relatifs à la période du 1^{er} janvier 2020 au 30 juin 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration, le 20 juillet 2020, sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au COVID-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité établi le 20 juillet 2020 commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Toulouse-Labège, le 5 octobre 2020

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Labège, le 5 octobre 2020

Mazars

Christian Libéros
Associé

Hervé Kerneis
Associé